



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/24090
12 juin 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'AUTORITE PROVISOIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE

1. Dans mon premier rapport sur l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), en date du 1er mai 1992 (S/23870), je déclarais que, sous la direction de mon représentant spécial, M. Yasushi Akashi, l'APRONUC avait pris un bon départ au Cambodge. Je mentionnais notamment le fait que le cessez-le-feu avait été rétabli dans la province de Kompong Thom, où avaient eu lieu récemment des affrontements armés, et que le Parti du Kampuchea démocratique avait commencé à lever certaines des restrictions qu'il imposait à la liberté de mouvement de l'APRONUC dans les zones sous son contrôle. J'ajoutais, cependant, qu'on ne savait néanmoins pas encore très bien si l'APRONUC disposerait de l'entière liberté de mouvement dont elle avait besoin dans ces zones pour reconnaître toutes les zones retenues pour le regroupement et le cantonnement des forces du Parti du Kampuchea démocratique, l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD).

2. Par la suite, le 9 mai, le Commandant de la composante militaire de l'APRONUC, le général de corps d'armée John Sanderson, a annoncé que la deuxième phase du cessez-le-feu entrerait en vigueur le 13 juin 1992 à 8 heures. Le général Sanderson a fait cette déclaration après avoir consulté les quatre parties cambodgiennes et après avoir obtenu de chacune d'elles l'assurance qu'elle :

a) Accorderait la liberté de mouvement au personnel, aux véhicules et aux aéronefs de l'APRONUC;

b) Marquerait les champs de mines dans les zones sous son contrôle;

c) Communiquerait à l'APRONUC, au plus tard le 20 mai 1992, des informations sur ses effectifs, armes, munitions et matériel;

d) Adhérerait aux Accords de Paris (S/23177, annexe), et en particulier :

i) N'entraverait pas le mouvement des forces se dirigeant vers les zones de regroupement et de cantonnement;

ii) Informerait ses forces du plan de regroupement et de cantonnement et des dates et heures qui y sont précisées.

3. Toutefois, au cours des jours qui ont suivi l'annonce faite par le général Sanderson, il est devenu de plus en plus évident que le Parti du Kampuchea démocratique ne prenait pas les mesures nécessaires pour lui permettre de donner suite aux assurances qu'il avait données. En particulier, il n'a cessé d'entraver la liberté de mouvement de l'APRONUC, gênant notamment le déploiement du bataillon néerlandais dans les zones contrôlées par l'ANKD. Lors de la réunion du Conseil national suprême (CNS) du Cambodge, tenue le 26 mai 1992, mon représentant spécial a de nouveau souligné combien il importait que toutes les parties cambodgiennes s'acquittent scrupuleusement de leurs obligations, telles qu'elles étaient définies dans les Accords de Paris, afin de permettre le bon déroulement de la deuxième phase. Il a invité les quatre parties, et en particulier le Parti du Kampuchea démocratique, à montrer qu'elles étaient prêtes à mettre en oeuvre la deuxième phase en prenant les mesures suivantes :

- a) N'imposer aucune restriction à l'entière liberté de mouvement de l'APRONUC dans les zones sous leur contrôle;
- b) S'abstenir de toute nouvelle violation du cessez-le-feu dans les provinces de Kompong Thom et de Kompong Cham ou ailleurs;
- c) Marquer les champs de mines comme elles sont tenues de le faire et ne poser aucune nouvelle mine;
- d) Abandonner leurs positions agressives dans la province de Kampot;
- e) Coopérer pleinement avec l'APRONUC pour reconnaître les sites de cantonnement restants;
- f) Fournir sur-le-champ des informations détaillées sur les effectifs, les armes et les munitions devant être regroupés et cantonnés;
- g) S'abstenir de diffuser dans leurs émissions radiophoniques des informations fausses sur les activités et les intentions de l'APRONUC;
- h) Etablir à la demande de l'APRONUC des relations appropriées entre commandants;
- i) Faire savoir à leurs forces, à l'aide de tous les moyens de communication possibles, que la deuxième phase commencera à 8 heures le 13 juin, et leur dire ce qu'il faut faire pour répondre aux exigences de la situation;
- j) Veiller à ce que toutes leurs forces restent sur leurs positions actuelles en attendant de se diriger vers les zones de regroupement désignées;
- k) Prendre les dispositions nécessaires pour que toutes leurs forces, munies de leurs armes, munitions et équipements, se présentent dans les zones de regroupement avant le 27 juin, c'est-à-dire dans les deux semaines suivant le début de la deuxième phase;

1) Procéder ensuite à la démobilisation progressive et équilibrée d'au moins 70 % de leurs effectifs.

M. Akashi a demandé aux représentants des parties de fournir à la prochaine réunion du CNS, le 5 juin, sinon avant, des assurances quant à leur respect rigoureux des dispositions des Accords de Paris relatives à la deuxième phase du cessez-le-feu ainsi que des renseignements détaillés sur les mesures prises pour appliquer les 12 points.

4. La réponse du Parti du Kampuchea démocratique à cet appel n'a pas été rassurante. En particulier, lors d'un incident qui s'est déroulé le 30 mai 1992, alors que mon représentant spécial, le Commandant de la Force et d'autres hauts fonctionnaires de l'APRONUC s'étaient rendus à Pailin, dans l'ouest du pays, des soldats de l'ANKD les ont empêchés d'aller de Pailin à la frontière thaïlandaise. Le 3 juin, j'ai adressé un appel personnel à S. E. M. Khieu Samphan, membre du CNS, en lui demandant instamment que le Parti du Kampuchea démocratique prenne les mesures nécessaires pour permettre à l'APRONUC de commencer à mettre en oeuvre la deuxième phase le 13 juin. J'ai bien entendu informé S. A. R. le Prince Norodom Sihanouk de cette démarche. Une réponse de M. Khieu Samphan a été reçue le 5 juin, mais elle ne contenait pas, à mon regret, les assurances demandées au Parti du Kampuchea démocratique.

5. A la réunion du CNS tenue le 5 juin 1992, mon représentant spécial a de nouveau demandé aux parties, dans les termes les plus pressants, de se conformer pleinement aux dispositions des Accords de Paris et de lui faire connaître les mesures qu'elles avaient prises pour appliquer les 12 points. Des réponses positives étaient attendues de trois des parties, mais le Parti du Kampuchea démocratique n'a pas fourni les renseignements demandés.

6. Le 9 juin, mon représentant spécial a reçu une lettre du Parti du Kampuchea démocratique déclarant que celui-ci n'était pas en mesure de permettre aux forces de l'APRONUC de se déployer dans les zones qu'il contrôlait.

7. A la dernière réunion du Conseil national suprême, le 10 juin 1992, mon représentant spécial a réaffirmé la nécessité pour les parties de se conformer aux obligations qu'elles avaient acceptées lorsqu'elles ont signé les Accords de Paris. Il a également rappelé l'importance que la communauté internationale attachait à ces accords et à leur application intégrale et rigoureuse et souligné l'importance des ressources que fournit cette communauté en vue du rétablissement de la paix et de la stabilité au Cambodge. Il a engagé une fois de plus le Parti du Kampuchea démocratique à s'acquitter pleinement des obligations qui lui incombent aux termes des Accords de Paris, à respecter les 12 points qu'il a énumérés lors de la réunion tenue le 26 mai par le CNS et d'aborder la deuxième phase du cessez-le-feu le 13 juin, comme convenu. Une fois de plus, le représentant du Parti du Kampuchea démocratique n'a pas réagi de façon positive.

8. J'ai profité de la présence à Rio de Janeiro de nombreux dirigeants mondiaux qui assistent à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement pour faire part à un certain nombre d'entre eux de ma profonde préoccupation du fait des problèmes qui ont surgi au sujet de l'exécution de la deuxième phase du cessez-le-feu et je leur ai demandé d'appuyer les efforts que je fais pour obtenir que le calendrier soit strictement respecté par toutes les parties cambodgiennes.

9. La mise en oeuvre des Accords de Paris est donc entrée dans une phase critique. J'estime qu'il est nécessaire de porter ce fait à l'attention du Conseil de sécurité pour qu'il puisse envisager l'adoption de mesures appropriées pour faire en sorte que l'APRONUC bénéficie de la coopération nécessaire, et en particulier pour que le calendrier de mise en oeuvre soit respecté.

10. On ne saurait trop souligner la nécessité cruciale de commencer la deuxième phase le 13 juin, comme cela a été annoncé. Cela est vital pour permettre que les différents processus étroitement liés entre eux - cantonnement, désarmement et démobilisation, rapatriement et élections - se déroulent selon le calendrier envisagé dans le plan de mise en oeuvre (S/23613) et que des élections libres et équitables aient lieu aux dates prévues, en avril/mai 1993. A cette fin, tous les efforts possibles ont été faits pour surmonter les principales difficultés logistiques et déployer le plus gros de la composante militaire de l'APRONUC au Cambodge avant le 13 juin. Au 12 juin, plus de 10 000 hommes de troupe étaient arrivés au Cambodge, 1 000 hommes supplémentaires devaient arriver avant le 13 juin, et de nouveaux effectifs étaient attendus d'ici la fin du mois de juin.

11. Toutefois, la possibilité pour l'APRONUC de respecter le calendrier fixé est gravement compromise par l'absence de coopération de la part du Parti du Kampuchea démocratique. Deux des autres parties ont fourni en temps voulu, comme elles y étaient invitées, des indications chiffrées sur leurs effectifs, armes, munitions et équipements, aux fins du processus de cantonnement, et la troisième a fait un effort de bonne foi pour s'acquitter de manière substantielle de ses obligations à cet égard. En revanche, le Parti du Kampuchea démocratique n'a pas communiqué à l'APRONUC les informations demandées. L'ANKD a en outre continué de refuser à l'APRONUC le plein accès et la liberté de mouvement nécessaires, ce qui a empêchée celle-ci d'opérer la reconnaissance de 6 des 15 zones de cantonnement envisagées pour l'ANKD. De plus, elle n'a pas procédé au marquage des champs de mines dans des zones placées sous son contrôle et elle a posé de nouvelles mines dans certaines zones. L'APRONUC pense que l'ANKD est responsable d'un grand nombre des violations du cessez-le-feu qui ont continué de se produire dans les provinces de Kompong Thom, Kompong Cham et ailleurs.

12. La raison que le Parti du Kampuchea démocratique a invoquée pour n'avoir pas satisfait aux conditions fixées par l'APRONUC est que du personnel militaire étranger demeure au Cambodge et que jusqu'à ce que le retrait et le non-retour en aient été vérifiés par l'Autorité, il ne saurait se conformer aux obligations susmentionnées sans compromettre sa propre sécurité. Bien

qu'elle rejette fermement cette assertion, l'APRONUC a pris un certain nombre de dispositions ayant pour objet d'aider à dissiper toutes préoccupations légitimes touchant la sécurité. Agissant plus rapidement que l'Accord ne l'exigeait, elle a établi 10 points de contrôle sur la frontière entre le Cambodge et le Viet Nam, soit un de plus qu'il n'en était prévu dans le plan de mise en oeuvre. Elle a invité les représentants des quatre parties à participer à la tenue des points de contrôle. Le 30 mai, elle a déployé des équipes militaires mobiles habilitées à enquêter sur les plaintes relatives à des violations éventuelles des dispositions de l'annexe 2 aux Accords de Paris, touchant notamment la présence de forces étrangères, et elle a invité les parties à lui faire connaître les doléances qu'elles pourraient avoir à formuler à ce sujet. Le 1er juin, le Parti du Kampuchea démocratique a présenté par écrit une liste de plaintes concernant la présence de forces étrangères au Cambodge. Conformément au paragraphe 2 de l'article VI de l'annexe 2 aux Accords de Paris, l'APRONUC a demandé au Parti du Kampuchea démocratique de mettre à la disposition de ses enquêteurs le personnel nécessaire pour les accompagner. Le Parti n'a pas encore donné suite à cette demande.

13. Les réunions que le Conseil national suprême a tenues les 5 et 10 juin 1992 n'ayant pas donné les résultats souhaités, la question s'est posée de savoir si le 13 juin devrait être maintenu comme date de lancement de la deuxième phase du cessez-le-feu, vu que celui-ci est étroitement subordonné à la coopération de toutes les parties, sans laquelle il ne saurait être maintenu bien longtemps. Ayant examiné la question avec soin, je suis parvenu à la conclusion que la deuxième phase du cessez-le-feu devra débiter le 13 juin, comme prévu. Tout retard important dans la mise en application des aspects militaires du plan se traduirait par une perte de l'élan acquis au prix de tant d'efforts ces dernières semaines, et compromettrait la capacité de l'APRONUC à organiser et conduire les élections en avril ou mai 1993. Mon représentant spécial consulte donc les trois parties qui se sont déclarées disposées à commencer de regrouper et cantonner leurs forces, afin de s'assurer que ce processus sera mené de façon que tout désavantage militaire qui en résulterait pour elles vis-à-vis de la quatrième partie soit minimal.

14. Il ne peut cependant s'agir là que d'une solution à court terme, et il importe au plus haut point que tout soit fait maintenant pour convaincre le Parti du Kampuchea démocratique de collaborer de bonne foi avec les autres parties à la mise en oeuvre du règlement politique global auquel la communauté internationale a consacré tant d'efforts diplomatiques et de ressources humaines et matérielles. Le Conseil de sécurité voudra peut-être s'interroger lui-même sur ce qu'il pourrait faire pour contribuer à la réalisation de cet objectif.
